EXÉCUTION DU BUDGET 2014 DE L'ÉTAT

Quand les prévisions font fausse route

Le ministre des Finances Hadji Baba Ammi a présenté, hier lors de la dernière plénière de l'actuelle composante de l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi de règlement budgétaire de 2014. Le texte renseigne surtout sur la défaillance des outils de prévision de l'Etat.

En effet, ni le taux de croissance, ni celui de l'inflation, ni les recettes et les dépenses projetés dans le budget de 2014 ne se sont réalisés au bout de cet exercice qui a vu l'Etat faire face à des dépenses imprévues de 169,5 milliards de dinars, soit 2,15 milliards de dollars ou 6% des dépenses globales.

Ces dépenses, croit-on savoir, étaient liées à l'élection présidentielle de 2014, la participation de l'équipe nationale de football au Mondial du Brésil, différents dons octroyés à des pays amis (50 millions de dollars pour Ghaza, 2 millions de dollars pour la Mauritanie) etc. Des dépenses supplémentaires faramineuses qui, d'ailleurs, n'ont eu aucune influence sur le taux de croissance qui a désespérément stagné en dessous de 4% (3,8%) alors que la loi de finances pour 2014 tablait sur 4,5%. Le taux d'inflation qui a stagné à 2,92% au lieu des 3,5% prévus.

En tout cas, si la loi de finances pour 2014 a prévu des dépenses de 7 656,16 milliards de DA (près de 97 milliards de dollars) et des recettes de 4 218,18 milliards de DA (53 milliards de dollars), ce projet de loi de règlement budgétaire indique que les dépenses budgétaires effectivement réalisées au titre de cet exercice étaient de 7145,3 milliards de DA (90,5 milliards de dollars) et que les recettes effectivement recouvrées de 3 924 (près de 50 milliards de dollars).

Les dépenses effectivement réalisées, faut-il le souligner, incluent les 169,5 milliards de DA de dépenses imprévues.

Les dépenses de fonctionnement ont atteint 4 430,25 milliards de DA (56 milliards de dollars) et celles d'équipement 2 545,5 milliards de DA (32,2 milliards de dollars). Ce qui fait que le taux de consommation des enveloppes budgétisées était de près de 94%.

Par ailleurs, au bout de la présentation du projet de loi de règlement budgétaire, le ministre Hadji Baba Ammi a énuméré quelques avancées sociales en prenant l'année 2009 comme référence : le taux d'électrification qui passe de 98,4 à 99%, le taux d'occupation des logements passe de 4,94 à 4,5 personnes par logement, le taux de raccordement des ménages à l'eau potable passe de 93 à 97%, le taux de scolarisation des enfants en âge d'aller à l'école passe de 97,94 à 98,62%. En somme, une évolution infirme au vu des montants investis. Et si c'était pour démontrer l'efficacité des dépenses budgétisées, c'est raté.

Photo : NewPress

Hadj Baba Ammi, ministre des Finances.

L. H.

1er CLASSEMENT DES PAGES FACEBOOK AU CONTENU ALGÉRIEN

Mostaghanemi et Benflis sortent du lot

Contrairement à ce que certains soutiennent, Facebook, avec ses 17 millions d'utilisateurs algériens qui fait de lui le plus grand média, «ne connaît pas de crise de contenu, puisque celui-ci, «certes aléatoire, parfois amateur mais qu'il faudra traquer et mettre en valeur, existe».

Mohamed Kebci-Alger (Le Soir) - C'est ce que défend Younès Saadi qui pilote l'équipe de développeurs et de journalistes de l'agence de presse interface Médias, qui a réalisé FanZone.Dz, le premier classement des pages Facebook de contenu algérien.

Un projet que son promoteur justifiait, hier lors d'une conférence de presse, par le fait que ce média, à travers son «contenu algérien riche et varié, est d'une grande utilité pour les entreprises, les médias, les politiques, les chercheurs mais aussi les pouvoirs publics». Un outil qui constitue cet «instrument à même d'aider à la prise de décision tous ceux qui se soucient de leur visibilité sur les réseaux sociaux».

Certes, le projet est encore «perfectible» puisque ne concernant pour ce premier essai que 500 pages parmi les plus aimées et les plus suivies par les Algériens d'ici et d'ailleurs et par les étrangers et 50 meilleures pages suivies par les Algériens qui résident au pays, exclusivement.

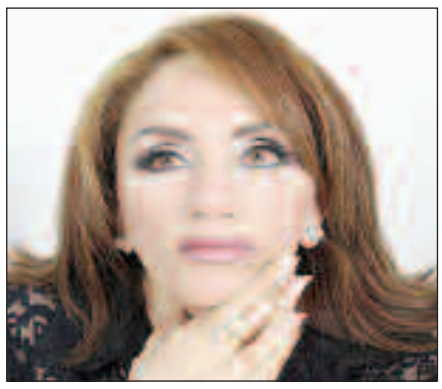

Photo : DR

Ahlam Mostaghanemi.

Photo : Samir Sid

Ali Benflis.

Pour les besoins de ce projet, l'équipe a retenu un certain nombre de critères dont, notamment, l'authenticité des pages qui, par ailleurs, ne doivent pas véhiculer de message raciste, discriminatoire, diffamatoire, ou faisant l'apologie de la violence,…

Et ces classements font ressortir, dans la catégorie responsables politiques et chefs d'entreprises, le leadership incontestable de Ali Benflis avec pas moins de 1 397 464 fans, talonné de près par le président de la République avec 1 051 004 fans et par Rachid Nekkaz avec 1 038 382 fans. Une performance que le même Benflis réédite dans la catégorie des partis politiques et société civile puisque son parti des Avant-gardes des libertés se classe en tête du peloton avec 913 714 fans, suivi de très loin derrière par l'organisation Apoce (251 713 fans), le mouvement Rachad (207 036 fans) et l'association des Oulémas algériens (201 352 fans).

Mais ces performances, l'ancien chef de gouvernement et son parti les perdent dans le classement global arrêté au 31 décembre dernier et que remporte Ahlam Mostaghanemi avec 11 012 555 fans, suivi de Khadidja Bengana (9 143 031 fans) et le journal *El Bilad* (5 826 491 fans) puisque le premier n'arrive qu'en 38e position et le second au 63e rang.

Aussi, ce classement, appelé à être amélioré au fur et à mesure en prenant en compte, notamment, d'autres critères de classement, fait ressortir la prépondérance des arts et de la culture qui occupent près de la moitié des pages millionnaires, suivis du sport avec, note-t-on, une «montée» du privé algérien et une timide présence des entreprises et institutions publiques.

M. K.

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ALGÉRO-SUD-AFRICAINE

Plaidoyer pour une relation «exemplaire»

Algériens et Sud-Africains veulent passer à la vitesse supérieure dans le domaine économique. Ainsi, après les relations politiques qualifiées «d'exemplaires», les deux pays veulent renforcer davantage leur coopération dans le domaine économique. C'est le message clé qui ressort de la journée d'information sur «les opportunités d'affaires avec l'Afrique du Sud organisée hier au niveau de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI).

Lors de son intervention devant les participants, l'ambassadeur sud-africain à Alger, M. Dlomo Dennis, a déclaré que «cette rencontre constitue une autre opportunité pour les hommes d'affaires et chefs d'entreprises algériens de disposer de toutes les informations et potentialités économiques de notre pays».

Il fera savoir que la «coopération politique entre les deux pays doit être soutenue et appuyée par une coopération économique qui permettra aux deux pays de se hisser au rang des grandes puissances économiques du continent».

En effet, abritant plus de 75% des plus grandes sociétés du continent, l'Afrique du Sud, qui est la 2e plus grande économie de l'Afrique, affiche une volonté de développer une coopération avec l'Algérie dans plusieurs secteurs stratégiques.

Une démarche qui s'inscrit dans le sillage des efforts d'intégration régionale auxquels adhère notre pays comme étant l'un des principaux fondateurs du Nepad. Dans ce cadre, le premier responsable de la représentation diplomatique en Algérie a fait état des potentialités économiques de son pays. Ainsi, il a exhorté les entreprises algériennes et sud-africaines à aller vers des partenariats industriels et des investissements dans les activités industrielles, notamment les mines, l'agro-alimentaire, l'électronique, l'automobile, le textile, l'industrie pharmaceutique, les TIC, le bâtiment, les travaux publics, l'hydraulique, ainsi que l'énergie qui renferment de grandes potentialités.

A. B.

LANCEMENT DE LA NORME ISO 26000

La responsabilité sociétale des entreprises au service de leur performance

La norme NA/ ISO 26000, relative aux pratiques et procédés liés à la responsabilité sociétale des organisations (RSO), a été officiellement lancée hier sous l'initiation de l'Institut algérien de normalisation (IANOR) et du programme d'appui à la gouvernance économique et politique de l'Algérie, P3A, financé par l'Union européenne.

Naouel Boukir – Alger (Le Soir) - Concrètement, la RSO ou la RSE est une notion dans laquelle les entreprises intègrent les préoccupations sociales, environnementales et économiques dans leurs activités et dans leurs interactions avec leurs parties prenantes sur une base volontaire. Énoncée plus clairement, il s'agit de la contribution des entreprises aux enjeux du développement durable.

Perçue souvent comme une lourde charge, la RSO a longtemps été un concept qui effrayait les entreprises au regard de l'investissement financier qu'elle nécessite.

Douze entreprises et trois collectivités locales ont assisté au séminaire de lancement de la norme ISO 26000 où les témoignages ont fait état d'un constat inverse dans lequel la RSO est tout à fait bénéfique aux organisations qui l'adoptent. Les entreprises pilotes pour cette norme, à savoir le groupe NCA Rouiba et la SPA Sasace ont toutes deux déclaré avoir vu leurs performances évoluer considérablement depuis l'intégration de la RSO en 2014.

Selon les résultats chiffrés qu'a exposés la Sasace, l'entreprise a vu une amélioration globale de ses indicateurs de 10% ainsi qu'une production record depuis sa création en 2005. En effet, arriver à cette performance n'a pas été une tâche facile puisque l'organisation et l'esprit global de l'entreprise ont été repensés. L'adhésion du personnel a également été le plus grand challenge considérant sa résistance au changement. Toutefois, pour la hausse de performance notée, les efforts engagés tout au long de ces deux dernières années ont valu la peine. Au-delà de la performance sociétale, du renforcement du dialogue entre les parties prenantes et en interne, la performance économique a elle aussi été boostée.

N. B.